

Le budget—M. Stackhouse

Vient le moment dans la vie de chaque homme et de chaque pays de prendre une décision cruciale. Ce moment est venu en 1984 pour les Canadiens, et ils ont décidé. Le succès de nos politiques économiques a prouvé la sagesse de cette décision, car nous sommes maintenant capables de faire face au défi et de le combiner avec ce qui est maintenant l'assurance d'un avenir prometteur.

M. McKenzie: Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue de son excellente intervention. Je voudrais donner un exemple de la façon dont les politiques gouvernementales pourraient fonctionner. En 1972, lorsque le très honorable député de Vancouver Quadra (M. Turner) était ministre des Finances, le pays comptait 544,000 chômeurs. Quand il a quitté ses fonctions, ce nombre avait atteint 732,000. Nous pouvons constater que sa performance de ministre des Finances a été lamentable. Depuis notre accession au pouvoir, 580,000 nouveaux emplois ont été créés sous notre ministre des Finances (M. Wilson), dont 129,000 en janvier. Nous avons renversé la vapeur.

Je voudrais parler d'une déclaration scandaleuse faite par le président de la Fédération des travailleurs de l'Alberta. Il dit aux Albertains de demeurer assistés sociaux ou chômeurs et de n'accepter aucun travail. Il y a actuellement plus de possibilités d'emploi que jamais aux quatre coins du pays, sauf dans quelques régions. On demande de la main d'œuvre un peu partout. Les journaux publient des suppléments pour annoncer les offres d'emploi.

Le monsieur dont je parle, M. Werlin, dit que personne ne devrait accepter un emploi payé \$4 de l'heure en Alberta. Néanmoins, les chefs d'entreprises affirment que la plupart de ces emplois sont à plein temps et permettraient à un stagiaire n'ayant pas fait des études poussées de toucher \$6 de l'heure ou \$950 par mois. Ce n'est pas si mal pour un débutant. Si vous commencez à \$4, \$6 ou \$8 de l'heure, cela ne veut pas dire que vous y resterez jusqu'à la fin de vos jours. Si vous êtes ambitieux, vous progresserez.

Je voudrais demander au député quelle suite il y a lieu de donner, selon lui, aux déclarations de ce dirigeant syndical. J'ai communiqué ces renseignements à la Commission Forget. Je voudrais que cette dernière les examine afin de découvrir pourquoi le taux de chômage demeure tellement élevé alors qu'il y a tant de possibilités d'emploi.

M. Stackhouse: Monsieur le Président, je pense que ce problème se présente sous deux aspects. D'une part, comme certains le laissent entendre, et je ne suis pas nécessairement d'accord là-dessus, l'assurance-chômage et les autres programmes gouvernementaux sont trop généreux pour que les gens aient envie d'accepter des emplois rémunérés au salaire minimum. D'autre part, il y a dans notre société un tas de gens qui devraient pouvoir, pas nécessairement déménager d'une ville à l'autre, même si cela peut contribuer à résoudre le problème, mais plutôt d'une profession à une autre.

L'économiste John Kenneth Galbraith a dit que, tout au long de l'histoire, la mobilité avait permis de résoudre le problème de la pauvreté. Nous le constatons encore aujourd'hui, non seulement sur le plan géographique lorsqu'on se déplace d'une région fortement touchée par le chômage vers une autre région plus favorisée, mais également d'un point de vue plus

sociologique ou économique, vu la nécessité d'abandonner des métiers qui ne sont plus en demande pour des professions offrant de nouveaux débouchés. Le gouvernement a travaillé dans ce sens dans une très large mesure, surtout dans le cadre de la stratégie de planification de l'emploi qu'il a récemment instaurée et les autres programmes à l'intention des travailleurs âgés dont j'ai parlé.

Je suis convaincu que, grâce au recyclage, aux possibilités d'éducation et à d'autres moyens nous permettrons aux gens d'abandonner une situation sans avenir pour s'orienter dans une nouvelle carrière plus prometteuse. Ils ont un défi à relever et notre gouvernement leur donne la possibilité de le faire.

[Français]

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, nous venons d'entendre deux discours par deux députés de partis différents. Celui du député de Scarborough-Ouest (M. Stackhouse) et celui du socialiste, le député de Thunder Bay-Nipigon (M. Epp). Les deux députés ont écouté le même discours. Les deux députés ont entendu le même discours sur le Budget, mais les exposés qui ont été faits cet après-midi sont complètement différents.

Lorsque le député de Thunder Bay-Nipigon disait tout à l'heure que les Canadiens, hier, devant ce discours, n'avaient eu absolument aucun espoir d'avenir, qu'un budget comme celui qui a été présenté hier allait, si vous voulez, faire diminuer les emplois au Canada, son chef du parti socialiste, l'année dernière, disait lors du Budget que 55,000 emplois seraient perdus avec un pareil Budget, alors que les résultats nous ont donné, un an plus tard, 580,000 nouveaux emplois, une croissance économique qui n'a été égalée l'année dernière que par le Japon. Alors, si ce ne sont pas de bonnes nouvelles, si ce ne sont pas de bons résultats, je me demande ce que sont, selon les socialistes, de bons résultats.

Ils disent parler au nom des Canadiens ordinaires, «ordinary Canadians». Il a dit tout à l'heure que les Canadiens ordinaires ne voteraient pas pour un parti conservateur. Monsieur le Président, aux dernières élections, il n'y a que des Canadiens ordinaires qui ont voté pour le parti conservateur parce que les Canadiens extraordinaires, il y en a seulement 30 au Canada: ce sont les 30 députés socialistes de l'autre côté. Ce sont des députés, monsieur le Président, qui sont ici uniquement pour conserver leur «job». Ils ne sont pas ici pour essayer de faire du bien aux Canadiens. Vous savez, ils passent leur temps à parler des «ordinary Canadians». Le disque est usé!

Si les 27 milliards de dollars du Budget qui vont en intérêts ne sont pas payés par les «ordinary Canadians», je me demande qui les paient.

Monsieur le Président, ces 27 milliards de dollars sont payés à des banques, à ceux qui sont riches. Ces 27 milliards de dollars que les «ordinary Canadians», comme disent les socialistes, ne peuvent pas avoir pour des programmes sociaux, ne peuvent pas avoir pour des programmes de création d'emploi, ne peuvent pas avoir d'aucune façon. Monsieur le Président ces 27 milliards de dollars qui sortent de leurs poches pour aller dans les poches des gens plus riches.